

Déclaration intersyndicale du 14 juin 2016

Chers amis, chers camarades, cela fait plus de 3 mois que les organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires sont en lutte contre la loi travail.

Nous réaffirmons avec force notre détermination à défendre l'intérêt de tous les salariés actuels et futurs, aussi nous relevons avec intérêt l'évolution de certaines organisations syndicales qui ne sont pas dans l'action mais qui expriment aussi leur désaccord avec le projet de loi.

Trois mois c'est long et les organisations syndicales et de jeunesse, conscientes de leurs responsabilités, en appellent encore une fois au gouvernement et aux parlementaires pour qu'ils assument les leurs en matière de protection des salariés.

Ce texte n'est pas acceptable, notamment sur l'inversion de la hiérarchie des normes, les accords de développement et de maintien de l'emploi, l'assouplissement des licenciements économiques, le référendum et la médecine du travail. Ce texte serait un puissant facteur de destruction des garanties collectives et favoriserait encore plus la précarité.

C'est donc incompréhensible et inadmissible, pour un gouvernement qui prône le dialogue social, que le Président de la République ne réponde toujours pas au courrier des 7 organisations qui demandent à être reçues afin de faire valoir leurs propositions.

Ce n'est pas en menaçant, en discréditant le mouvement social, ce n'est pas en essayant de diviser, sans succès, les organisations syndicales et de jeunesse, que le règlement du conflit contre la loi travail sera trouvé. Nous restons et resterons unies et déterminées pour gagner. Si cette loi est otée et appliquée, l'avenir que l'on promet aux salariés dans les années qui viennent serait encore plus sombre il n'y a qu'à écouter les propositions des candidats aux prochaines élections présidentielles, ces dernières préparent une purge sociale pour les travailleurs de privé et du public, les retraités et les privés d'emploi. Il faut empêcher ce gouvernement de préparer le terrain aux futurs fossoyeurs des acquis sociaux. Le Front Populaire fête ses 80 ans et défilant ce jour dans les rues de Paris mais aussi de Tarbes nous leur rendons le meilleur hommage possible!

La mobilisation demeure importante et la votation citoyenne remporte un grand succès, n'oubliez pas de voter!

Les organisations CGT, FO, FSU et Solidaires soutiennent les salariés en lutte et ceux et celles qui les rejoignent et appellent à amplifier les grèves et les actions.

Si le gouvernement s'entête, les organisations syndicales et de jeunesse engagent l'ensemble des salariés actifs, privés d'emploi et retraités et des jeunes à poursuivre les actions revendicatives sous les formes décidées localement.

D'ores et déjà deux dates sont dans le paysage avec des modalités à définir:

> le **23 juin 2016**: date du vote au Sénat

> le **28 juin 2016**: remise de la votation citoyenne auprès des préfetures et à la Présidence de la République pour la région parisienne.

Chers amis, chers camarades ne nous laissons pas impressionner, disqualifier, continuons de résister. Pour garantir, l'intérêt général continuons de porter les actions collectives!